

Urban History Review

**Louise Poissant, dir. *50 ans de la Place des Arts.*
Québec : Presses de l'Université du Québec, 2015, 252
p.**

France Vanlaethem

Environmental Nuisances and Political
Contestation in Canadian Cities
Volume 44, numéro 1-2, fall 2015, spring 2016

URI : id.erudit.org/iderudit/1037244ar

DOI : [10.7202/1037244ar](https://doi.org/10.7202/1037244ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN 0703-0428 (imprimé)
1918-5138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vanlaethem, F. (2015). Louise Poissant, dir. *50 ans de la Place des Arts*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2015, 252 p.. *Urban History Review*, 44(1-2), 82–83.
doi:10.7202/1037244ar

All Rights Reserved © Urban History Review / Revue
d'histoire urbaine, 2016

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

the group's strong connection to community issues specific to Toronto—notwithstanding some successes in spreading beyond this local base, it seems to me that Pollution Probe's story is a substantially local and urban one. More reflection on the importance of place in shaping environmental concern and action might have provided some interesting fodder for contrast with the highly expansive and mediated environmental politics of groups like Greenpeace and the Sierra Club. It would also potentially provide insight into the rise of locally oriented urban environmental groups like Probe, Vancouver's Society for Pollution and Environmental Control, and others in Canada during this period, whose activities and initiatives have dramatically reshaped the urban landscape (from parks to watersheds to the ubiquitous curbside blue boxes) and provided (as O'Connor notes) the seedbed for the many urban environmental initiatives that continue to proliferate today.

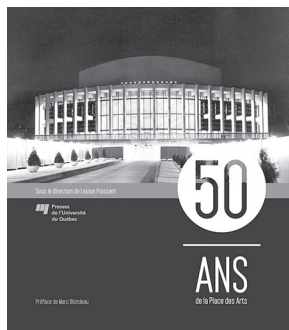
Nevertheless, *The First Green Wave* is a useful contribution to the history of Canadian environmental politics. In addition to its focus on Pollution Probe, along the way it documents the emergence of important environmental developments such as the growing anti-nuclear power movement, the birth of curbside recycling in Canada, and the emergence of a sophisticated environmental policy lobby. It will remain an important reference on these issues and this era for environmental historians and others interested in the evolution of postwar Canadian society.

Arn Keeling
Memorial University

Louise Poissant, dir. 50 ans de la Place des Arts. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2015, 252 p.

L'ouvrage collectif publié sur Place des Arts sous la direction de Louise Poissant, doyenne de la Faculté des arts de l'UQÀM, est issu de la journée de colloque organisée dans le cadre des festivités marquant le jubilé de ce lieu, sans en être les actes. Le sommaire du livre ne reproduit pas le programme de la rencontre et son contenu élargit et approfondit les propos tenus en novembre 2013. Ceux-ci dépassent de loin les objectifs de l'histoire urbaine, le but étant d'examiner l'impact autant urbanistique qu'artistique et culturel de ce complexe et de l'organisme qui le gère, d'hier à aujourd'hui.

Certes, en cherchant à cerner la programmation et la fréquentation de Place des Arts au fil du temps, le sociologue Marcel Fournier constate que ce centre des arts a agi en quelque sorte comme un aimant. Sur ses scènes, il a attiré nombre des initiatives nouvelles qui changèrent la vie culturelle montréalaise, en la renouvelant et la diversifiant, et dans son environnement



immédiat bien des nouvelles salles de spectacles qui formeraient l'assise du Quartier des spectacles lancé au début des années 2000. Marie Lavigne, historienne et ancienne directrice générale de Place des Arts, montre la transformation qu'a connu cette institution en regard de sa vocation de diffuseur et/ou producteur sous les pressions du milieu et en fonction des politiques gouvernementales changeantes. L'historien de l'art Raymond Montpetit et l'urbaniste Gérard Baudet proposent chacun un « grand flashback » sur les salles de spectacles qui ouvrirent leurs portes à Montréal avant Place des arts pour le premier et sur celles qui ont transformé les métropoles occidentales depuis le milieu du XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui pour le second, non sans avoir au préalable rappelé le lien indissociable existant entre villes et équipements culturels depuis l'antiquité. Montpetit met ainsi la table pour une histoire culturelle mettant l'emphase sur les tensions sous-jacentes à l'offre publique de spectacles sur scène apparue à Montréal avec l'inauguration du Theatre Royal en 1824 et que Place des Arts contribuerait à atténuer. Historienne de l'art, Geneviève Richard retrace l'origine de la commande de ce qui, au départ, devait être une simple salle de concert et les modalités de sa conversion en *arts center*, ainsi que les effets à long terme de la construction de Place des Arts sur la vocation du quartier environnant. Dans ce dossier, comme dans d'autres, le maire Jean Drapeau et le premier ministre Jean Lesage ont volé la vedette à Maurice Duplessis et Camillien Houde. L'idée d'un centre qualifié à l'époque de « civique » s'était concrétisée une première fois, certes en vain, avec l'institution légale d'un organisme pour le construire en 1937 et le dévoilement d'un projet en 1946.

Architecte de paysage et urbanologue, Jonathan Cha porte sur les événements un autre regard en étant attentif, d'une part, aux choix qui ont donné sa forme urbaine à Place des Arts, des efforts faits par Drapeau dès 1955 pour doter Montréal d'une salle de concert à l'aménagement de son esplanade à la fin des années 1980, alors que le Musée d'Art contemporain (MAC) était en construction sur le quadrilatère, et, d'autre part, aux représentations qui sous-tendent ces interventions. Ceux-ci raconteraient l'histoire d'une conquête, celle de l'identité montréalaise par le rejet des modèles empruntés, étrangers, au profit d'une redécouverte des spécificités territoriales et architecturales locales. D'ailleurs, plusieurs des auteurs rappellent qu'en 1963, au moment de l'inauguration, Place des Arts était pour bien des citoyens « la place des autres ». Jean-Christian Pleau revient sur cet événement qui frisa la catastrophe à cause d'un conflit syndical aux enjeux culturels (l'Union des artistes contestait l'hégémonie de l'Actors' Equity), pour retracer les commentaires critiques que le gala d'ouverture de la Grande salle et ses préparatifs soulevèrent dans les quotidiens. Gill Straw s'intéresse à une autre presse, celle publiée ailleurs, aux États-Unis et dans le Canada anglophone, pour observer l'image donnée dans ses pages de la vie nocturne montréalaise. Il rappelle ainsi la mauvaise réputation dont pâtissait Montréal dans les années 1930/1950, ville du vice et de la débauche. Les activités illicites se concentraient dans un quartier, le Red Light, dont le centre de gravité est tout proche de Place des Arts, au croisement des

rues Sainte-Catherine et Saint-Laurent, non loin des Habitations Jeanne-Mance. Plusieurs auteurs reviennent sur la parenté de ces deux ensembles urbains. Si le rôle de Place des Arts dans la rénovation urbaine est bien connu, celui dans l'« assainissement » de l'image de la ville l'est moins.

Dans nos sociétés où savoir et patrimoine ont connu un essor sans précédent depuis quelques décennies, la commémoration offre souvent l'occasion de faire avancer et de diffuser la connaissance, en étant prétexte à expositions, colloques et publications. Dans l'avant-propos de l'ouvrage, Claude Corboz, à l'origine de la collaboration entre Place des Arts et l'UQÀM, une institution dont il fut le recteur et qui se distingue depuis sa fondation entre autres par son important secteur des arts, vante les mérites d'un tel partenariat entre université et organisme extérieur sur le plan de la formation et de la recherche. Bien que conscient du scepticisme que peut susciter une telle alliance, Corboz n'explore pas les pièges qui guettent les professeurs chercheurs dans une telle aventure: le discours de circonstance. Heureusement, les vastes synthèses qui n'ajoutent rien à la connaissance, ni à la réflexion, font exception ici. La majorité des contributions sont le fruit ou l'amorce de recherches fouillées, sinon problématisées, ou encore elles apportent de précieux témoignages. Certains des auteurs ont été des acteurs clés du réaménagement urbain amorcé dans les années 1980, notamment l'historienne de l'art Louise Letocha qui fut directrice du MAC alors qu'était préparé le transfert du musée au centre-ville, ou encore l'architecte Clément Demers, important maître d'oeuvre de la revitalisation des quartiers centraux de la ville, dont celui des spectacles. Une chose est certaine, les textes réussissent à très bien saisir le moment charnière que révèle l'inauguration de la Grande salle et celle des théâtres quelque années plus tard, alors que l'offre de spectacles se transforme, que les jeunes bousculent les poncifs culturels, que le théâtre en français s'affirme, que l'État s'implique afin de soutenir la création artistique et assurer la démocratisation de la culture, sur fond de vives tensions sociales et politiques, comme le souligne Louise Poissant dans son introduction. Pour autant que ce fût nécessaire, ils nous convainquent de plus de la vitalité de Place des Arts, lieu et institution culturelle majeurs.

France Vanlaethem
École de design
UQÀM

Léon Robichaud, Harold Bérubé et Donald Fyson, dir.
La gouvernance montréalaise: de la ville-frontière à la métropole. Montréal: Multimondes, 2014, 182 p., coll. « Cahiers de l'Institut du patrimoine de l'UQAM ».

Cet ouvrage collectif, sous la direction de Léon Robichaud, Harold Bérubé et Donald Fyson et appuyé par le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal (LHPM), le réseau Villes Régions Monde (VRM) et le Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ), est le résultat d'une journée d'étude tenue à l'UQÀM (Montréal) en 2012. À l'occasion du 370^e anniversaire

de la fondation de Ville-Marie, des chercheurs se sont rassemblés pour discuter de gouvernance, un concept faisant l'objet de multiples débats académiques. Ce livre, qui réunit neuf contributions de chercheurs spécialistes de l'histoire, de la politique et de l'urbanisme montréalais, examine « les pratiques et les mécanismes de gouverner, d'administrer [et] de gérer » (p. 2) la ville et la région de Montréal depuis quatre siècles. Le découpage temporel employé met en lumière l'évolution des rapports de pouvoir et des enjeux.

Léon Robichaud se penche tout d'abord sur la période de la gouvernance judiciaire (1642-1840). Son survol historique de la gouvernance de Montréal sous le Régime français permet de saisir le contexte de formation de la ville. Il analyse de nombreuses ordonnances de police – base de l'administration civile coloniale – visant à maintenir la tranquillité et le bien-être des habitants. Donald Fyson traite, quant à lui, de la gouvernance municipale avant l'incorporation de la ville de Montréal. Adoptant une vision élargie de la gouvernance municipale ne se résumant pas à l'activité d'une corporation municipale, il constate la très grande diversité des instances étatiques locales entre 1760 et 1840 et ainsi le morcellement des structures de gouvernance. Le rôle des juges de paix est, selon lui, un indicateur clé de l'évolution de la gouvernance municipale avant et après l'incorporation.



La période allant de l'incorporation de la ville à la Première Guerre mondiale (1840-1914) est abordée sous l'angle de la matérialité par Michèle Dagenais. Elle propose d'éclaircir le processus de changement du mode de gouvernement local en analysant la mise en place des réseaux d'eau potable et d'eaux usées, des services qui ont joué un rôle essentiel dans la structuration des rapports sociaux et politiques. Son approche préconise l'historicisation des pratiques et des rationalités des autorités municipales afin d'expliquer les mutations de la gouvernance montréalaise. Par ailleurs, Nicolas Kenny situe le cas montréalais dans l'historiographie des liens entre le corps et l'environnement urbain dans les villes occidentales au milieu du XIX^e siècle. Il souligne l'importance des expériences sensorielles concrètes (les odeurs dégoûtantes par exemple) pour les acteurs de la scène municipale. Ainsi, le corps apparaît comme un élément central des enjeux liés à la gouvernance, car « gouverner pour le corps suppose aussi de gouverner par le corps » (p. 69). Raphaël Fischler, quant à lui, se penche sur l'émergence du zonage à Montréal. Il présente une série de règlements concernant la construction et l'utilisation du sol mis en place entre 1841 et 1913. Selon lui, « la réglementation du développement urbain est un prisme à travers lequel on peut examiner la fonction municipale dans son ensemble, voire la régulation sociale d'une société » (p. 73). L'élaboration des règlements de zonage dans la ville industrielle rend compte de la répartition